

CAS DE CANCERS PÉDIATRIQUES

Le drame des familles de Sainte-Pazanne

Alors que les enquêtes des autorités sanitaires n'avancent plus, des parents de ce bourg de 7 000 habitants en Loire-Atlantique se mobilisent en ce Mois du cancer pédiatrique pour comprendre pourquoi tant d'enfants tombent malades.



TEXTES : ÉMILIE TORGEMEN
PHOTOS : JEAN-BAPTISTE QUENTIN
ENVOYÉS SPÉCIAUX
À SAINTE-PAZANNE
(LOIRE-ATLANTIQUE)



« Le Parisien », France Culture, Sciences & Vie junior et « Usbek Rica » — quatre médias différents par leur approche et leur lectorat — associent leurs forces autour de la thématique de l'environnement. Chaque mois, nous traitons un sujet décidé en commun. Pollution liée au textile, problème des décharges sauvages, valorisation des rebuts électroniques... Retrouvez l'ensemble de nos articles et contenus multimédias sur les réseaux sociaux avec le hashtag #SauverLePrésent.

« LES AUTORITÉS sanitaires, ce sont des menteurs », s'emporte Fabrice, en étalant sur la table basse du salon les analyses de polluants effectuées dans son lotissement HLM, dans sa maison, dans les cheveux de sa fille Jade, atteinte de cancer. Il remonte ses lunettes sur son front et épluche les résultats de son petit jardin, construit sur une ancienne mine : « Là, surligné en rouge, impossible de faire pousser des légumes. On nous balance ça et après, on laisse la terre bourrée de trucs pas nets. Les gosses du quartier viennent jouer ici, pas que les miens, soupire-t-il. Et la famille qui s'installera après nous, leur môme tombera malade aussi ? »

À 7 ans, sa petite dernière a déclenché un vilain crabe qu'il faudra surveiller à vie. Après un combat de plusieurs années, désormais en 6^e, elle reprend une existence « aussi normale que possible ». Le papa poule ne digère toujours pas que les autorités aient « lâché l'affaire de Sainte-Pazanne », du nom du bourg d'environ 7 000 habitants où il vit, à une trentaine de kilomètres de Nantes (Loire-Atlantique). Cette commune au milieu des champs et les six

alentour (Rouans, Saint-Hilaire-de-Chaléons, Port-Saint-Père, Saint-Mars-de-Coutais, Machecoul-Saint-Même, Villeneuve-en-Retz) recense vingt-cinq mineurs touchés par des formes variées de cancer depuis 2015 et déjà sept décès.

Le dernier est survenu cet été. La victime, Sarah, n'avait que 11 ans. Alors, à l'occasion de Septembre en or, le Mois contre le cancer pédiatrique, l'association Stop aux cancers de nos enfants, qui rassemble familles de petits malades et habitants inquiets, se mobilise et entend de créer un « observatoire de la santé environnementale ». Mais surtout, comme Fabrice, le collectif refuse de croire au « revirement » des autorités sanitaires. En l'occurrence, Santé publique France (SPF) a conclu en septembre 2020 qu'il n'y avait finalement pas d'excès de cas parmi les enfants du secteur.

« Les médecins m'ont confirmé que c'était fou »

Fin 2019, elle recensait pourtant dans le secteur « deux fois plus de cas de cancers pédiatriques que ce qui est attendu en moyenne » dans le pays. Lisa King, la responsable de SPF pour la région, explique que « la différence tient à la disponibilité des données. Lors de la première saisie, le registre des cancers pédiatriques départemental avait un retard. Désormais, la Loire-Atlantique dépasse tous les autres territoires en termes de réactivité. » Forts des nouveaux chiffres, les statisticiens ont estimé que les sept communes ne présentaient pas plus de jeunes malades que l'ensemble du département. Est-ce que la Loire-Atlantique est plus à risque que le reste

de la France ? « Je ne peux pas répondre, on manque de données », reconnaît Lisa King. « Quand l'expert nous a annoncé la fin des investigations, je n'y ai pas cru », rembobine Marie Thibaud, l'ultra-énergique fondatrice du collectif. Son fils Alban a déclaré une leucémie il y a six ans. « Il est aujourd'hui en rémission », sourit-elle en touchant le bois du banc public sur lequel elle est assise. À l'étage oncologie du CHU de Nantes, où son fils était suivi, la jeune femme est tombée sur une maman du quartier, puis une deuxième, une troisième et une quatrième. C'est comme ça qu'elle en est venue à « remuer ciel et terre » pour comprendre le lien entre ces terribles diagnostics.

« J'ai toujours vécu ici. J'ai demandé aux médecins si j'ouvrais les yeux parce que mon enfant était touché ou si la fréquence des cas était anormale. Ils m'ont tous confirmé que c'était fou », rapporte-t-elle. Une première enquête de l'agence régionale de santé (ARS) est déclenchée en 2017. Puis, en 2019, son fils apprend qu'un de ses camarades de classe est touché à son

tour : « Mon petit Alban m'a demandé si son copain allait vivre. Ça a été le coup de trop », raconte sobrement la lanceuse d'alerte. C'est à ce moment qu'elle crée le collectif. Les parents s'interrogent sur les lignes haute tension enterrées sous la cour de récré et classées cancérigènes par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ; sur l'ancienne usine à bois fermée depuis, qui utilisait des produits toxiques ; sur la mine remblayée à moins de 2 km ; sur la radioactivité naturelle des sols... L'école Notre-Dame-de-Lourdes, dont plusieurs élèves ont déclaré des cancers, a fait l'objet de nombreuses analyses. Les premiers résultats montrent que, dans ce petit établissement à l'entrée décorée façon street art, les seuils acceptables sont dépassés pour trois substances qui peu-

vent provoquer des cancers : radon, formaldéhyde et lindane. « Ces mesures ont été prises lors d'une semaine caniculaire, propice à la volatilité des polluants et en pleines vacances, donc dans des conditions où l'on aérerait peu », nuance toutefois Chantal Gloaguen, directrice déléguée santé environnement à l'ARS. Depuis, des travaux sont engagés pour mieux aérer, des salles sous le grenier ont été fermées.

L'immobilier en baisse

Cette attention portée à l'école privée de son village agace prodigieusement le maire (sans étiquette) Bernard Morilleau. « Les cas dans les communes voisines, on n'en parle pas ! À mon avis, on a tort d'orienter les soupçons sur Notre-Dame-de-Lourdes », grince-t-il. C'est que le nom Sainte-Pazanne est désormais associé aux cancers pédiatriques alors même que cette commune n'est pas celle qui concentre le plus de malades. Dans ce bourg rural, la tension monte parmi les habitants. Au milieu du parc où jouent les écoliers, Sonia, enceinte, et Deborah, un bébé de quelques mois dans les bras, se posent la question de partir : « S'il arrive quelque chose à l'un de

Installée il y a un an non loin du marché, une sonde évalue sur le long cours la présence de polluants dans l'air.





« On ne reste pas les bras croisés », indique le maire Bernard Morilleau en compagnie de son adjointe à la Santé et à l'Environnement.



Fabrice, ici avec son fils Steven, est papa d'une petite Jade, actuellement en rémission, qui est tombée malade à l'âge de 7 ans.



INTERVIEW | « Le nombre de cancers a augmenté de 18 % »

SANDRINE JOSSO, DÉPUTÉE DE LOIRE-ATLANTIQUE

QUAND on la rencontre mercredi à l'Assemblée nationale, Sandrine Josso arbore sur sa veste le petit ruban doré du Mois mondial contre le cancer des enfants. « Vous en voulez un ? Il faut sensibiliser par tous les moyens », lance cette élue mobilisée depuis longtemps, notamment depuis que sa fille (en rémission) a déclaré une leucémie en 2012. Alors que des concentrations de cas de cancers d'enfants posent question à Sainte-Pazanne (Loire-Atlantique) mais aussi à Saint-Rogatien (Charente-Maritime), Les Rousses (Jura), Igoville (Eure), la députée (MoDem) de Loire-At-



lantique, autrice d'un rapport sur le sujet, veut évangéliser sur l'importance de la recherche en santé environnementale.

Y a-t-il plus de cancers chez les enfants ?
SANDRINE JOSSO. D'après les statistiques de la Caisse natio-

« Officiellement, on nous dit : circulez, il n'y a rien à voir »
MAXIME, HABITANT DE SAINTE-PAZANNE

nale d'assurance maladie, entre 2003 et 2019, le nombre de cancers pédiatriques a augmenté de 18 %, on est passés de 2 566 cas à 3 030. Mais on manque de données précises, les registres des cancers n'existent par exemple que dans dix-neuf départements.

À Sainte-Pazanne, dans votre département, des analyses complémentaires ont été lancées par un collectif de parents. Est-ce normal ?

Il y a clairement un manque de courage des pouvoirs publics et un peu de flemme aussi. Autant de cancers d'enfants déclarés sur une zone si restreinte, il y a quelque chose qui ne va pas. Certains diront que ce n'est qu'un « hasard statistique ». Le hasard a bon dos alors qu'on manque de données sur la santé environnementale. On ne peut pas trouver ce qu'on ne cherche pas !

Dans le cas de Sainte-Pazanne, Santé publique France a stoppé les enquêtes en septembre 2020...

Seuls l'agence régionale de santé (ARS) et Santé publique France étaient mobilisés. Leur bonne volonté est évidente mais ils sont dépassés, en termes de moyens financiers et humains. Pour identifier les causes, on a besoin d'analyser des cordons ombilicaux, des cheveux, des dents de lait, la qualité de l'air intérieur... Dans une partie de l'école privée de Sainte-Pazanne, plusieurs polluants à des niveaux trop élevés ont été détectés, mais ce qu'on n'a pas étudié, c'est l'addition des différents facteurs : des restes industriels, la pollution de la Loire, de la cité industrielle de Saint-Nazaire...

Dans votre rapport, vous indiquez qu'il faut passer du principe de précaution au principe de prévention...

Oui, il faut miser sur la prévention, et d'abord sur l'information. Il est par exemple capital que les élus soient informés sur l'impact sanitaire de tel ou tel équipement sur un public fragile. Il faut créer de l'emploi et développer l'économie, bien sûr, mais, quand on autorise l'installation d'une usine, il faut aussi des politiques de prévention des entreprises. Pourquoi ne pas inventer le métier de « préventologue » dans chaque région, un professionnel qui serait chargé d'améliorer le bien-être des habitants ?

mes enfants, je m'en voudrais. Mais déménager pour aller où ? » confie la première. « D'autant qu'avec cette mauvaise image, l'immobilier a carrément baissé », glisse la seconde.

Des parents lancent leurs propres analyses

De l'autre côté du toboggan, assis dans l'herbe, Maxime constate : « C'est un sujet difficile ici. » Après avoir rattrapé son fils qui s'aventurait sur le parking, il ajoute : « Officiellement, on nous dit : circulez, il n'y a rien à voir. En même temps, je me méfie du revirement des autorités. » Face à l'angoisse de ses administrés, le maire a mis en place diverses mesures. L'action la plus visible est le capteur d'air, une boîte blanche installée il y a un an, qui grésille non loin de la place du marché pour évaluer au long cours la présence de pesticides. « On ne reste pas les bras croisés, on multiplie les réunions d'information et de sensibilisation », insiste l'édile.

La communauté de communes Pornic agglomération Pays de Retz élabore un contrat local de santé (CLS) qui doit prendre en compte la santé environnementale. Santé publique France ne ferme pas le ban, « ce serait impossible, insiste Lisa King. Nous relançons les CHU de Nantes et d'Angers très régulièrement pour avoir des remontées de cas de cancers pédiatriques. Nous publierons un bilan fin 2022. » N'empê-

che que la fin des investigations passe mal auprès des parents : « On s'attendait à une grande étude, mais on n'a eu qu'un questionnaire très limité sur les habitudes des familles, y compris sur des maisons où les enfants malades n'avaient pas grandi, décrit Marie Thibaud. Rien sur l'effet cocktail. » C'est-à-dire le mélange de toxiques qui pourrait expliquer la survenue de ces tragédies à répétition. « L'idée que nous sommes baignés dans un environnement nocif, dont les polluants s'accumulent dans nos corps en lien avec notre patrimoine génétique, tout au long de notre vie et même avant dans le ventre de notre mère, est bien sûr pertinente, abonde Lisa King. Mais de là à identifier un effet local... » Pour elle, c'est à la recherche toxicologique de s'emparer de ce sujet : « Le chemin est long et complexe. » « On est confrontés aux limites de la connaissance de la science actuelle, ce qui ne nous empêche pas d'avancer sur la prévention », complète Chantal Gloaguen.

Pas suffisant pour le collectif, qui lance ses propres analyses. « On n'a pas le temps de tergiverser », assène Marie Thibaud. La combattante fend l'armure, les yeux soudain humides. « Des enterrements, j'en ai déjà connu et je sais qu'il y en aura d'autres. On continue de se battre pour ceux qui sont en rémission et pour tous ceux qui pourraient tomber malades. »

Sainte-Pazanne (Loire-Atlantique), jeudi. L'école privée Notre-Dame-de-Lourdes, dont plusieurs élèves ont déclaré des cancers, a fait l'objet d'analyses qui ont révélé des taux anormaux de polluants.

Mère d'un petit garçon touché par une leucémie, Marie Thibaud a fondé le collectif Stop aux cancers de nos enfants.

« S'il arrive quelque chose à l'un de mes enfants, je m'en voudrais. Mais déménager pour aller où ? »
SONIA ENCEINTE, RESIDE À SAINTE-PAZANNE